

Nouvelles locales du mardi 19 juillet 2011

@rib News, 19/07/2011 - Deux personnes ont été tuées à Nyanza-Lac lundi soir lors d'une attaque dans un bistrot de la colline de Bukeye au centre urbain de Nyanza-Lac, selon des sources administratives sur place. "C'était aux environs de 19H quand un groupe d'hommes armés de fusils et en tenues militaires ont fait irruption dans un bistrot et y ont lancé une grenade, blessant sur le champ 7 personnes dont une grièvement qui a rendu son âme peu après", a raconté un témoin. [Isanganiro/Bonesha]

- La deuxième personne tuée serait du côté des assaillants raconte des sources administratives de Nyanza-Lac qui disent qu'il s'agissait de quelqu'un qui a voulu prendre le fusil d'un militaire qui venait d'intervenir et que ce dernier en tirant sur lui. [Isanganiro/Rpa]- Avant de partir, ces hommes armés ont laissé des tracts sur leur passage, appelant la population de cette localité la plus riche du pays de verser des cotisations à ce groupe armé, selon leur possibilité. Ainsi qu'un propriétaire de véhicule de transport devra payer 100.000Fbu tandis que ceux qui ont des projets de pêche dans le lac Tanganyika devront payer au moins 50.000Fbu. Quant aux petits paysans, ces groupes armés leur exigent de payer 5.000F par ménage, comme l'a indiqué une source sur place. [Bonesha]- Une autre attaque a eu lieu dans la commune de Mabayi sur l'axe routier Cibitoke Kayanza, au Nord-ouest du Burundi. Lors de cette attaque, deux véhicules de type Fuso chargés de marchandises sont tombés dans une embuscade tendue par des hommes armés en uniformes militaires qui ont obligé les passagers à bord des deux véhicules à donner de l'argent pour sauver leur peau. [Isanganiro/Bonesha/Rpa]- Une troisième personne a été tuée à Rutana, au Sud-Est du Burundi par un groupe d'hommes armés de fusils et en tenues militaires, selon des sources locales. La victime est un directeur de l'école primaire de Gisuriro, dans la commune de Musongati et était aussi l'un des superviseurs des champs du président de la République dans cette partie du pays. Un groupe d'hommes armés a rencontré un homme loin du lieu du crime et ce dernier leur a montré la maison du directeur de Gisuriro qui a été tué par balles et sa femme a été blessée au niveau de la gorge. Sur de leur passage, ces hommes armés ont brûlé une partie des champs du président de la République, mais grâce à la population le feu a rapidement été maîtrisé. Selon des sources sur place à Rutana, ces hommes armés ont scandé des slogans disant qu'ils sont des hommes d'Agathon Rwasa. [Rpa]- Une autre attaque avait eu lieu ce lundi dans l'après-midi vers 15h 20 quand un groupe d'hommes armés a tendu une embuscade à deux véhicules de la commune de Rumonge de retour de la colline de Karagara à Buruhukiro dans une réunion de sécurité qui avait été organisée par le gouvernement de cette province de Bururi, au Sud du pays. Lors de cette embuscade, selon la police, un véhicule a été complètement brûlé, tandis qu'un autre a été partiellement endommagé par le feu allumé par ces hommes armés. [Isanganiro]-

des sources administratives, ces véhicules transportaient des chefs de collines de Rumonge qui venaient assister à une réunion du gouverneur de Bururi. Tous les chefs de collines qui étaient à bord de ces véhicules ont été sommés de donner tous leurs téléphones et leur argent avant d'être éloignés des véhicules qui ont par la suite été immatriculés. [Isanganiro]- Le commissaire adjoint de la police en province de Bururi a fait savoir que la police était intervenue le plus rapidement possible et a sauvé la situation en maîtrisant l'incendie que ces hommes avaient mis sur l'un de ces véhicules notamment celui de la commune de Rumonge. Cependant, l'autre avait été totalement détruit. [Isanganiro]- habitants de la zone Gasanda en commune de Bururi ont passé la nuit dans une panique suite aux informations selon lesquelles des hommes armés allaient passer par cette partie de Bururi vers les communes de Burambi et Buyengero. Ces hommes armés en uniformes militaires ont par la suite passé dans la zone de Gasanda et ont volé des téléphones et des sandales dans certaines boutiques de cette zone de Gasanda, en direction de Buyengero, selon des sources administratives. [Isanganiro/Bonesha]

Justice/Médias- Le correspondant de la Radio France Internationale RFI et de l'Agence France Presse (AFP), Esdras Ndikumana, a comparu ce mardi devant le procureur principal de la Cour d'appel de Bujumbura. Selon les sources judiciaires Ndikumana est accusé d'avoir collaboré avec des journalistes étrangers travaillant pour la chaîne de télévision française M6, qui enquêtaient sur une affaire de harcèlement sexuel, chef d'accusation contre le Français Patrice Faye, emprisonné au Burundi depuis plus de 3 mois. [Isanganiro/Bonesha]- Esdras Ndikumana a aussi fait savoir que tous ses téléphones ont été gardés par le procureur pour des raisons d'enquêtes, ajoutant qu'il devra comparaître encore une fois devant ce même procureur principal de la Cour d'appel de Bujumbura. [Isanganiro]- Le rédacteur en chef de la Padio publique africaine (RPA) Bob Rugurika a répondu lundi dans l'après-midi une convocation l'appelant à comparaître ce mercredi au parquet de la justice à Bujumbura, selon des sources de cette même radio. La RPA est accusée d'avoir trahi, dans l'une de ses éditions du mois juin, une lettre ouverte au président de la République écrite par Pancrace Cimpaye, porte-parole du parti FRODEBU, aujourd'hui en exil. [Rpa]

Droit de l'Homme- Les associations des défenseurs des droits de l'homme demandent au gouvernement burundais de mettre en place des lois qui protègent les défenseurs des droits de l'homme. Selon Pacifique Nininahazwe, dirigeante générale du FORSC, les défenseurs des droits de l'homme ont besoin d'une loi qui leur protège sur des problèmes de sécurité liés à leur travail. [Rpa]- Cependant, le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a fait savoir que cette loi ne peut en aucun cas être une priorité surtout que les membres des associations de défense des droits de l'homme ne sont pas au-dessus de la loi. [Rpa]- Le président de l'Association de défense des droits de l'homme des prisonniers (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, a exprimé son inquiétude sur la liberté d'un agent de la police nationale du nom de Colonel Cyrille qui a tiré sur un certain démobilité, membre du FNL et qui a été retrouvé mort il y a quelques jours. Il demande que cet homme soit mis en prison avant de faire toute action judiciaire. Selon le président de l'APRODH, le colonel Cyrille a avoué devant les enquêteurs avoir tiré sur ce démobilité bien qu'il ne soit pas au champ. [Rpa]